

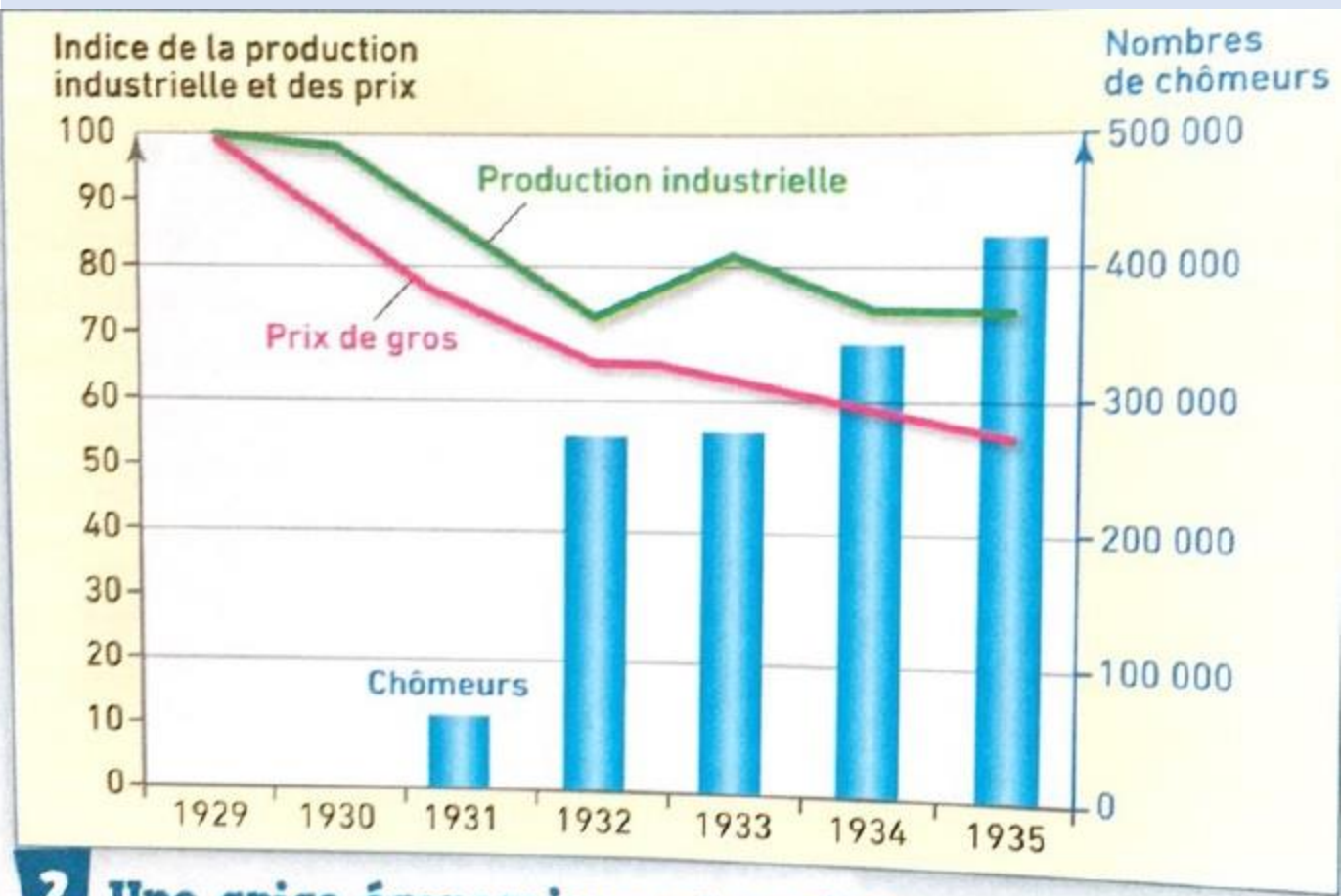
Leçon n°4 Histoire: L'Expérience démocratique du Front Populaire (1936)



1- La crise des années 1930 en France



1 À Paris et dans les grandes villes, des marches contre la faim s'organisent.



2 Une crise économique et sociale

Un tract de l'extrême droite

« Daladier¹ vous mène comme un troupeau de foire aux Blum, Kaiserstern et autres Zyromski² dont le nom bien français est tout un programme. Voilà vos maîtres les patriotes ! Voilà la dictature qui t'attend peuple de France !

Ton parlement est pourri. Tes politiciens compromis. Ton pays livré à la boue des scandales³. Ta sécurité menacée. La guerre civile grogne. Paysan, la ruine te menace. Ouvriers, intellectuels, votre situation est assaillie par des étrangers. Petits fonctionnaires, petits commerçants, votre pain quotidien est menacé. Ni les uns ni les autres n'êtes plus chez vous. Il faut la France aux Français ! Il y en a assez ! »

¹ Président du Conseil en 1934

² Hommes politiques dont certains, comme Léon Blum, sont Juifs

³ Scandales financiers mettant en cause certains hommes politiques

Extrait d'un tract de la Solidarité Française (ligue d'extrême droite) du 5 février 1934 appelant à manifester le lendemain.



4 Place de la Concorde, 6 février 1934

Les ligues organisent une grande manifestation contre la République parlementaire qui doit aboutir devant la Chambre des députés. Elle tourne à l'émeute et fait plusieurs morts.

7
Février
1934

LE POPULAIRE

Organe du Parti Socialiste (S.F.I.O.)

« Les Champs-Élysées sont l'objet d'une dévastation systématique et stupide. On arrache les bancs, les grilles des arbres, on renverse les baraques et on édifie une caricature de barricade. Une vague hurlante de manifestants repart à l'assaut du pont de la Concorde. Les gardes mobiles et les gardes à cheval qui doivent assurer la défense du pont sont débordés et contraints de se replier vers le Palais-Bour-

bon¹. Plusieurs coups de revolver partent de la foule. Les gardes tirent en l'air. Ce n'est pas assez pour énerver les énergumènes qui ont résolu de renverser la République et le régime parlementaire. Ils lancent maintenant des bombes sous les pieds des chevaux. Les gardes mobiles tirent alors pour de bon. Une dizaine de perturbateurs s'écroulent. »

1. Où siège la Chambre des députés.

5 Le 6 février 1934,
vu par
Le Populaire

Tous debout pour la Révolution Nationale !
Contre la Pourriture Parlementaire

POUR LA FRANCE AUX FRANÇAIS ADHÉREZ
Parti Socialiste National
association intégralement anti-juive

La grande activité diplomatique qu'un signa partout en Europe, et particulièrement en Europe centrale, laisse, il faut bien le reconnaître, l'immense majorité des Français parfaitement indifférents. Ils n'ont pas l'air de se douter que c'est peut-être leur sort qui se joue en ce moment. Le peuple intelligent ne peut pas se laisser aller à dire que c'est l'ennemi. Et il est ennuyeux de penser sans cesse aux périls de la situation extérieure. C'est une fatigue inutile de se creuser la tête pour déterminer ce que signifient ces mots pressés : « l'ennemi ». M. Maginot les déplacements des hommes d'Etat d'Autriche et de la Petite Entente, les silences du chancelier allemand. Après tout, s'il y a danger, c'est l'affaire des ministres de demain d'y parer. Ils ont promis aux Français de leur assurer la sécurité. Qu'ils se débrouillent pour l'assurer. La com-

2- Le front populaire (1936-1938): une réaction à la crise et à la montée du fascisme

A- La victoire du front populaire



Doc 1 : La mobilisation populaire contre les ligues d'extrême droite.

Le 14 juillet 1935, les partis politiques de gauche (PC, SFIO, Radicaux), les syndicats et de nombreuses organisations participent à une manifestation à Paris, place de la Bastille, contre les ligues d'extrême droite. On appellera cette union des partis de gauche le Front Populaire.

2 Le programme du Front populaire

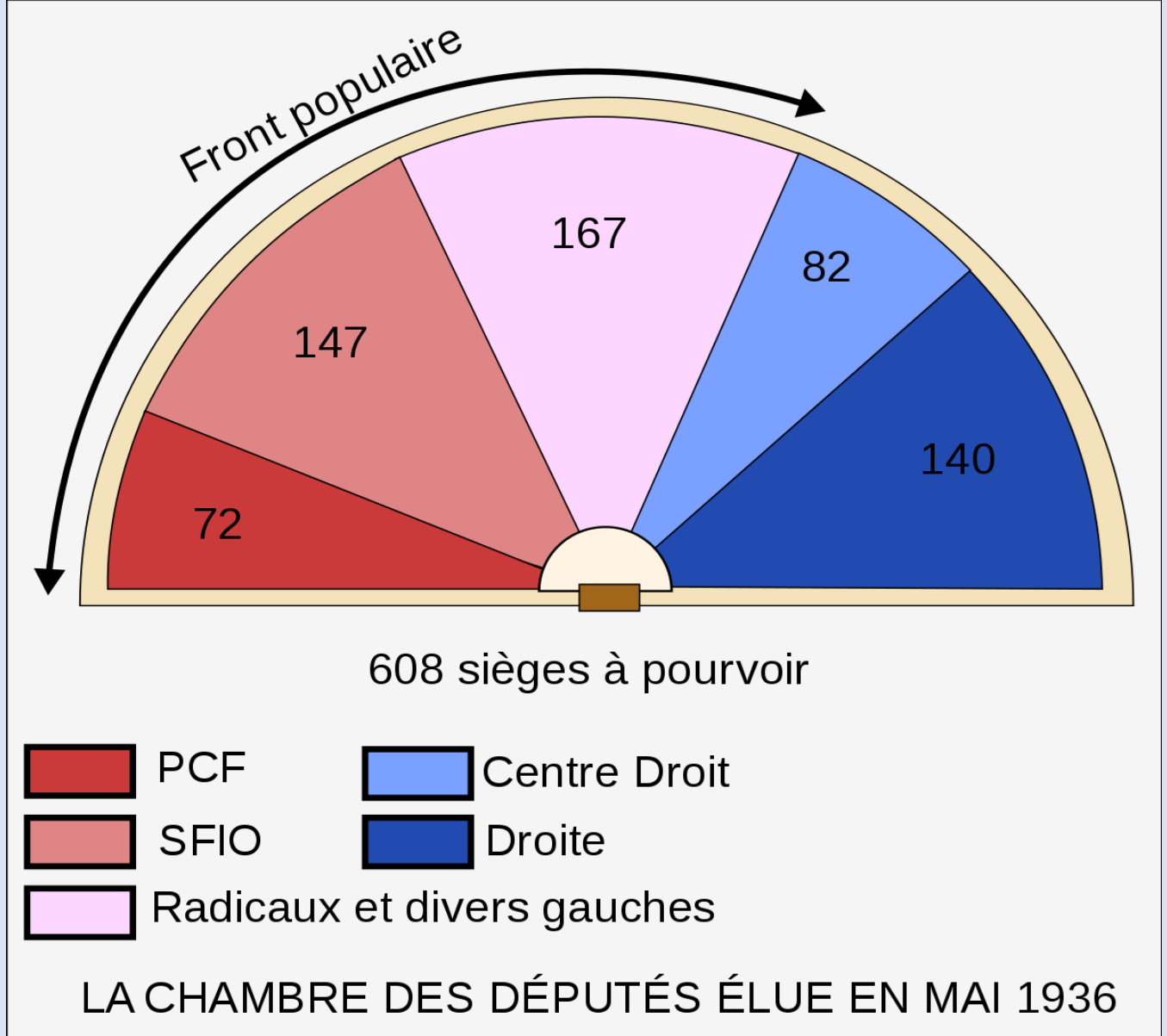
Les partis¹ et organisations groupant des millions d'êtres humains, qui ont juré de rester unis, aux termes du serment « pour défendre les libertés démocratiques, pour donner du pain aux travailleurs, du travail à la jeunesse, et au monde la grande paix humaine », ont cherché ensemble les moyens pratiques d'une action commune, immédiate et continue. [...]

C'est ainsi que dans l'ordre politique, il définit les mesures indispensables pour assurer le respect de la souveraineté nationale exprimée par le suffrage universel et pour garantir les libertés essentielles (liberté d'opinion et d'expression, libertés syndicales, liberté de conscience et laïcité) [...] et que, dans l'ordre économique et financier, il s'attache à lutter, dans l'intérêt des masses laborieuses et épargnantes², contre la crise [...].

■ Programme du Rassemblement populaire pour les élections législatives de 1936, janvier 1936.

1. SFIO, parti radical et parti communiste.

2. Ouvriers, employés, petits propriétaires.



Doc 3 : La chambre des députés élue en 1936.

Léon Blum devient président du conseil et forme un gouvernement de front populaire qui prend rapidement des mesures sociales et politiques.



QUI SUIS-JE ? LÉON BLUM

Léon Blum, (1872 -1950), entre en politique en 1899 comme socialiste. Il s'inscrit à la Section Française de l'Internationale Ouvrière (SFIO). Pendant la première guerre mondiale, il est membre du gouvernement d'Union sacrée (1914 -1916). En 1920, alors que la SFIO se divise, il choisit de rester avec la minorité socialiste contre la majorité communiste. Partisan d'un socialisme modéré, il participe à unir la gauche, des radicaux aux communistes, au sein du Front Populaire. En 1936, l'union de la gauche remporte les élections et Blum devient Président du Conseil. Cette période est marquée par d'importantes réformes sociales qui ne permettront pas au gouvernement de résister aux divisions internes et à une droite française très hostile.

B- Les mesures du front populaire

4 Les accords de Matignon (extrait)

« Les délégués de la Confédération générale du patronat français (CGPF) et de la Confédération générale du travail (CGT) se sont réunis sous la présidence de Monsieur le président du Conseil et ont conclu l'accord ci-après [...] »

Article 1. La délégation patronale admet l'établissement immédiat de contrats collectifs de travail.

Article 3. Les employeurs reconnaissent la liberté d'opinion, ainsi que les droits pour tous les travailleurs d'adhérer librement et d'appartenir à un syndicat professionnel [...].

Article 4. Les salaires seront réajustés à 15 % pour les salaires les moins élevés pour arriver à 7 % pour les salaires les plus élevés.

Article 5. Dans chaque établissement comprenant plus de dix ouvriers, il sera institué deux ou plusieurs délégués suivant l'importance de l'établissement. Ces délégués ont qualité pour présenter à la direction les réclamations visant l'application du Code du travail, les salaires et les mesures d'hygiène et de sécurité. [...] »

■ Accords de Matignon, 7 juin 1936.

Q. 2-3-4 p. 58-59



5 L'occupation des chantiers navals de Bordeaux (juin 1936)

La victoire du Front populaire (mai 1936) est suivie par des grèves et des occupations d'usines, souvent joyeuses. Il s'agit de faire pression sur les patrons pour qu'ils acceptent les réformes sociales.



6 Les premiers congés payés (été 1936)

Léo Lagrange (secrétaire d'État aux sports et aux loisirs) a négocié avec les compagnies de chemin de fer une réduction de 40 % sur les billets pour les congés payés.

7 L'embellie pour les ouvriers

« C'est un de mes meilleurs souvenirs : ç'a été mes quinze premiers jours de congés payés. Parce que jusque-là, on n'avait rien. En plus il y avait les quarante heures, mais payées quarante-huit heures [...]. On peut dire qu'on a connu une certaine prospérité après 36. On venait de traverser la crise de 1930 avec les petits salaires, les cigarettes qu'on achetait au détail [...]. À partir de 1937, les salaires ont sérieusement augmenté. On a commencé à voir fleurir tous les postes de radio dans la cité, les bicyclettes. En un an, il y a eu un changement terrible. Après le Front populaire, j'ai été au Tréport¹. Avant le Front populaire, on n'aurait pas pu partir, même sans être payé. »

■ Témoignage recueilli par Serge Bonnet, *L'homme du fer : mineurs de fer et ouvriers sidérurgistes lorrains*, Presses Universitaires de Nancy, 1987.

1. Station balnéaire de la Haute-Normandie.

3- Les démocraties fragilisées

A- La guerre civile espagnole

1

CHRONOLOGIE

La guerre d'Espagne

Février 1936 Victoire des partis du Front populaire espagnol aux élections législatives.

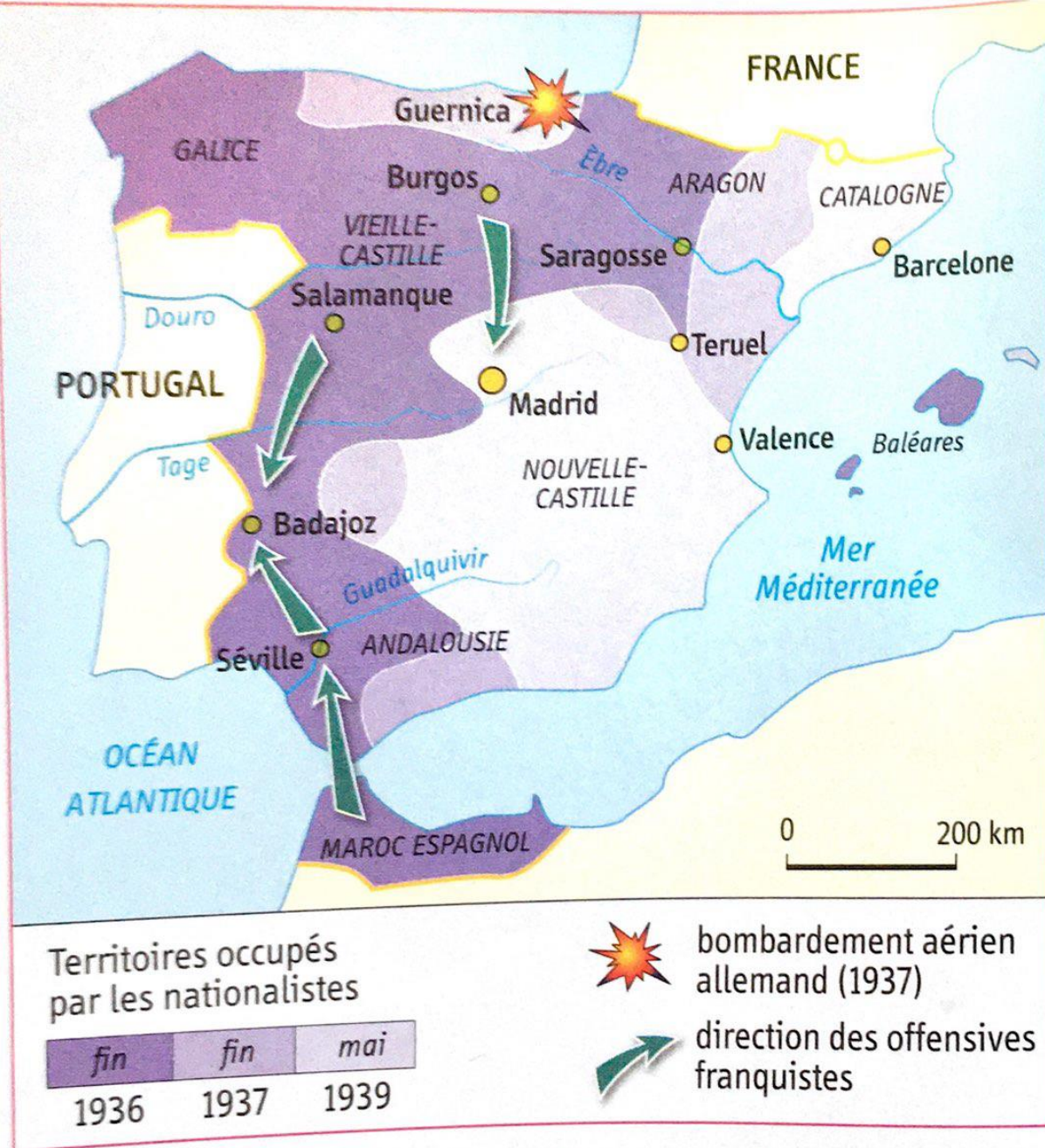
17 au 18 juillet 1936 Soulèvement du général Franco et de son armée (les nationalistes) contre le gouvernement républicain espagnol.

19 juillet 1936 Le premier ministre espagnol envoie un télégramme à Léon Blum, lui demandant l'aide de la France.

8 août 1936 La France, l'Angleterre, l'URSS, l'Italie et l'Allemagne signent un pacte de non-intervention en Espagne, qui n'est pas respecté par Hitler et Mussolini.

26 avril 1937 Bombardement de Guernica.

1^{er} avril 1939 Victoire de Franco.



2

La guerre d'Espagne (1936-1939)



3 Le général Franco entre à Burgos (1938)

Le général Franco ①, chef des nationalistes, entre à la tête de ses troupes dans la ville de Burgos, en Castille, en 1938.



5 **Guernica de Pablo Picasso (1937)** (Huile sur toile, 351 x 782 cm, Centro de Arte Reina Sofia, Madrid.)

Ce tableau évoque le bombardement par les avions allemands de la petite ville de Guernica, tenue par les républicains espagnols. Les avions ont visé les civils un jour de marché.



L'anéantissement de Guernica

par les avions allemands
de l'armée Franco

LA VILLE SAINTE DES BASQUES
EST LA PROIE DES FLAMMES

*Un carnage méthodique
qui dura plus de trois heures
un après-midi de marché*

LES GROS BOMBARDIERS D'ABORD
qui écrasèrent la cité et les fermes des environs sous
une avalanche de lourds projectiles et de grenades

LES AVIONS DE CHASSE ENSUITE
qui volant très bas fauchèrent à la mitrailleuse les
gens pris de panique qui fuyaient les abris transpercés
jusqu'à huit mètres par les bombes de gros calibre

DES CENTAINES DE MORTS

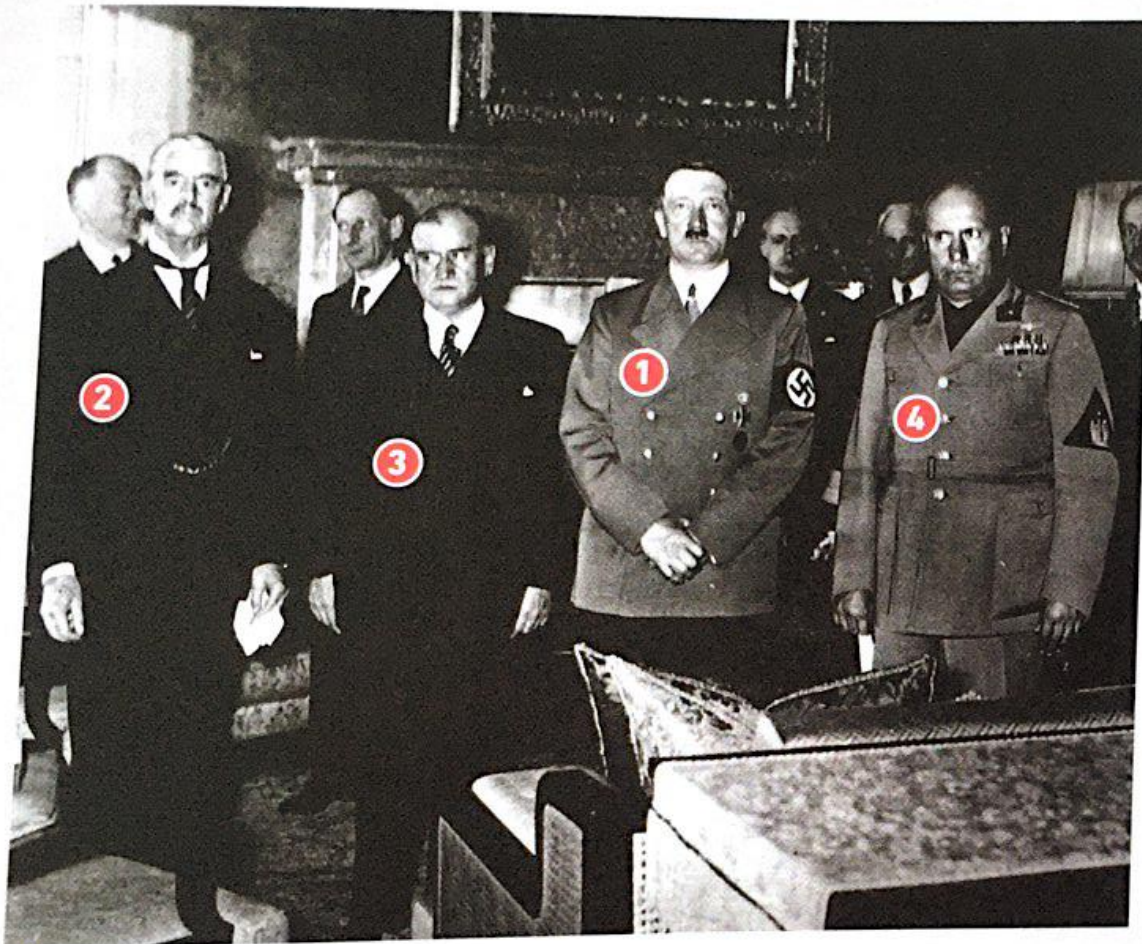


7

Les brigades internationales

Des volontaires étrangers se rendent en Espagne pour défendre
la République. Ils forment les brigades internationales.

B- L'impuissance face à l'Allemagne nazie



3 Les signataires des accords de Munich

- ① Hitler ② Chamberlain (Royaume-Uni) ③ Daladier (France)
④ Mussolini (Italie)

À l'initiative de Mussolini, une conférence internationale est réunie à Munich les 29 et 30 septembre 1938 pour évoquer la question des Sudètes. La Tchécoslovaquie n'y est pas représentée.



4 La conférence de Munich

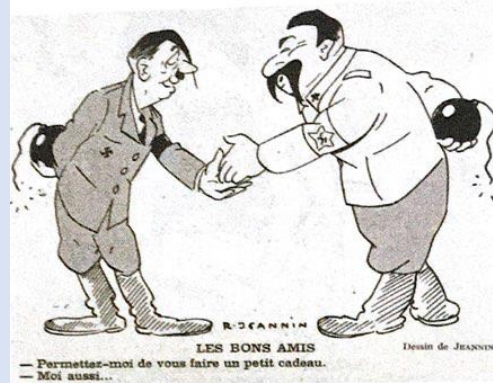
« À l'issue de la conférence, la Tchécoslovaquie qui fut toujours pour les Français un allié fidèle subit un amoindrissement matériel important, une humiliation morale atroce. Elle se voit privée de villes et de contrées¹ qui constituaient un élément précieux de sa richesse. Elle cède à la menace du plus fort. On l'a sacrifiée à la paix [...]. »

Daladier² quitte Munich par l'avion le lendemain à 13h20. On connaît la suite, l'arrivée au Bourget, l'ovation délirante de la foule, qui surprend le chef du gouvernement, les démonstrations de joie qui l'accueillent, le vote d'approbation de la chambre des députés. »

■ André François-Poncet, *Souvenirs d'une ambassade à Berlin*, Flammarion, 1946.

1. La région des Sudètes.
2. Chef du gouvernement français à partir de 1938.

1. Quelle est la conséquence de la conférence de Munich pour les Tchèques ?
2. Expliquez le passage souligné.
3. Décrivez et expliquez la réaction des Français au Bourget.



1 Une caricature du pacte germano-soviétique (Illustration de Jeannin pour *Le Rire*, 15 oct. 1939.)

2 Le Pacte germano-soviétique

« **Article 1.** Les deux parties contractantes¹ s'engagent à s'abstenir de tout acte de violence, de toute manœuvre agressive et de toute attaque l'une contre l'autre.

Article 2. Au cas où l'une des parties contractantes se trouverait engagée dans une guerre avec une tierce puissance, l'autre s'engage à ne soutenir celle-ci d'aucune façon.

Article 3. Les gouvernements des deux parties se tiendront constamment en contact à l'avenir pour se consulter sur les questions touchant à leurs intérêts communs.

Article 4. Aucune des parties contractantes ne se joindra à un groupement de puissances dirigé directement ou indirectement contre l'autre [...].

Article 6. Le présent accord est conclu pour dix ans [...]. »

■ Von Ribbentrop, Molotov, 23 août 1939.

1. L'Allemagne nazie et l'URSS.